



*FPRN- FROLINAT 1ère ARMEE- MUR*

## **Déclaration de l'UFC relative à sa participation au Dialogue National Inclusif**

Dans le cadre des consultations engagées par le Comité Technique Spécial (CTS), du Président du Conseil Militaire de Transition, invitée à une rencontre avec la délégation du CTS présente à Paris, <sup>l'UFC</sup> déclare à l'opinion nationale et internationale, sa très grande réserve à prendre part à la « Conférence Nationale Inclusive » dans les conditions actuelles de sa préparation et de son organisation.

Des actes majeurs posés par le Président du Conseil Militaire de Transition font peser de sérieux doutes quant à sa volonté à vouloir conduire le pays vers une alternance démocratique à l'issue d'un dialogue souverain, inclusif et transparent.

En effet, la charte de transition élaborée unilatéralement par le Conseil Militaire de la Transition, confère à son Président pratiquement les pleins pouvoirs. Il occupe ainsi les fonctions de Président de la République, chef de l'État et chef suprême des armées. Il nomme les membres de chacun des organes de la transition à savoir le Conseil National de Transition et le Gouvernement de Transition.

La nomination d'un Premier Ministre fidèle allié du MPS le parti du défunt président et la composition d'un gouvernement dominé largement par les membres de ce parti n'augure aucunement une nouvelle ère dans la gestion du pouvoir dans notre pays.

Les pressions faites sur le Président de l'Assemblée nationale qui avait prétexté des problèmes de santé pour refuser d'assumer la succession constitutionnelle du pouvoir ont été mises à nue lorsqu'on a vu par la suite avec quel dynamisme insolent il a continué à assumer ses charges puis reprendre du service à la tête du Conseil National Consultatif.

La mise sous tutelle du Président du Conseil Militaire de Transition, du Comité Technique Spécial relatif à la préparation de la participation des politico-militaires, dans les mêmes dispositions que le Comité d'Organisation du Dialogue National Inclusif laisse également dubitatif quant à l'indépendance de ces organes et de leur habilité à conduire en toute quiétude un dialogue franc capital à la reconstruction d'un Tchad nouveau débarrassé des profonds maux qui le minent et résolument tourné vers de meilleures perspectives d'avenir.

Le 13 avril 2005, l'UFC (Union des Forces pour le Changement a rendu public un mémorandum, « plaidoyer pour un dialogue inclusif ... » (joint à la présente déclaration) à la suite duquel le défunt Président Idriss Déby avait entamé une discrète approche vite abandonnée face à l'exigence d'inclusivité alors que le pouvoir semblait rechercher des ralliements individuels ou par petits groupes.

C'est dire que s'il y avait la moindre chance pour un véritable dialogue inclusif qui permette à notre pays de rompre de manière pérenne avec les rebellions armées, la prise du pouvoir par les armes et sa conservation par la violence armée, l'UFC et ses composantes seraient en première ligne pour y contribuer.

Par conséquent, l'UFC ne voudrait en aucun cas, se faire complice ou encore moins, servir de caution à l'entreprise de légitimation en cours, du pouvoir anticonstitutionnel mis en place depuis le 20 avril 2021 et dirigé par Mahamat Idriss Déby, fils du défunt président autocrate Idriss Déby Itno.

L'UFC, conformément à sa déclaration du 20 avril 2021 et de ses correspondances aux partenaires internationaux du Tchad du 03 mai 2021, s'opposera à toute manœuvre visant à installer cette succession dynastique. En même temps qu'elle appelle les forces vives de la nation à récuser ces manœuvres cyniques, l'UFC attire l'attention des politico-militaires sur les pièges qui entourent cette démarche et les appelle à une concertation en vue d'harmoniser leur vue.

**Pour l'Union des Forces pour Changement**

Le Coordinateur national

**M. GAILETH GATTOUL BOURKOUMANDAH**



A handwritten signature in blue ink, appearing to be "Gaieth Gattoul Bourkoumandah".